



CRDI : Jason Taylor

# Le déficit de filles

## Le déséquilibre du ratio hommes-femmes en Inde

**D**ans une « société normale », la proportion de femmes est égale ou un peu supérieure à celle des hommes. Or, ce n'est pas le cas en Inde, où le ratio hommes-femmes – le nombre de femmes par rapport au nombre d'hommes – est l'un des plus déséquilibrés au monde. Bien que la Chine soit aujourd'hui le pays où il manque le plus de filles par rapport au nombre de garçons, le recensement de 2001 en Inde a révélé un fait inquiétant : la proportion de filles âgées de zéro à six ans était passée de 945 à 927 pour 1 000 garçons depuis le dernier recensement, mené dix ans plus tôt. Autrement dit, au cours de cette seule décennie, l'Inde a accumulé un déficit de 35 millions de femmes. Le recensement a aussi révélé que ce phénomène avait pris des proportions considérables dans des États où il n'y avait jamais eu auparavant de cas d'infanticide féminin, ni de formes manifestes de discrimination contre les filles.

### Une urgence nationale

**L**e rapport *First Report on Religion Data, 2001*, produit par Jayant Kumar Banthia, commissaire au recensement, a été le premier à faire état de l'existence d'un parti pris contre les bébés filles, déclenchant un débat sur cette tendance marquée.

Plusieurs acteurs, dont le journal national indien *The Hindu*, ont qualifié ce brusque déclin d'urgence nationale. Dans son article publié en ligne le 29 août 2004 et intitulé "No girls please, we're Indian", la journaliste Kalpana Sharma a parlé d'avortements sélectifs en fonction du sexe, d'infanticide et de négligence et discrimination à l'égard des petites filles en Inde, y voyant une

situation qui aura de lourdes conséquences sociales. La tendance à maltraiter les filles existe dans toutes les régions, classes économiques et castes de l'Inde et découle d'un ensemble complexe de facteurs économiques, sociaux et culturels.

### Une approche novatrice de la recherche

**C**omme les études menées à ce jour sur le déséquilibre du ratio hommes-femmes ont été surtout quantitatives et axées sur des facteurs biologiques ou démographiques, on manque de données sur les aspects socio-économiques et culturels de ce phénomène. Voilà pourquoi le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a entrepris, par l'entremise de son programme Droits des femmes et participation citoyenne (DFPC) et en collaboration avec ActionAid India, une organisation non gouvernementale indienne, un projet visant à cerner les facteurs qui contribuent au déséquilibre du ratio hommes-femmes dans quelques districts de cinq États indiens, soit le Madhya Pradesh, le Rajasthan, l'Himachal Pradesh, le Pendjab et l'Haryana.

Le projet, coordonné par ActionAid, est exécuté dans six emplacements (trois en milieu urbain et trois en milieu rural) dans chacun des États, sauf au Pendjab et dans l'Haryana, où quatre emplacements ont été retenus. On a choisi ces emplacements de façon à pouvoir comparer des endroits qui ont depuis longtemps des ratios défavorables aux femmes avec d'autres où la « masculinisation » de la population est une tendance plus récente.



CRDI : Jason Taylor

## Une préférence marquée pour les garçons dans le nord de l'Inde

**J**usqu'à maintenant, dans l'Himachal Pradesh, le Madhya Pradesh et au Rajasthan, on a examiné les changements dans l'éducation, l'emploi, l'alimentation, les régimes de travail, la religion et la culture, ainsi que les préoccupations des familles, comme les questions de mariage, de propriété, d'héritage et de perpétuation de la lignée. Les emplacements présentaient des statuts économiques variés, l'État de l'Himachal Pradesh étant de loin le plus prospère, alors que le Madhya Pradesh et le Rajasthan sont plus pauvres en raison de leur plus grande dépendance à l'égard de l'agriculture et de leurs niveaux d'instruction et de services de santé inférieurs. Le taux de morbidité étant plus élevé dans ces deux États, les chercheuses ont conclu que les ratios défavorables ne pouvaient être causés uniquement par les avortements sélectifs. L'analyse des données recueillies au Pendjab et dans l'Haryana n'est pas encore terminée.

Les chercheuses peuvent néanmoins déjà affirmer que les ratios hommes-femmes varient en fonction des villages et des quartiers urbains, et surtout des contextes locaux. Elles ont aussi constaté que la préférence pour les garçons était la même dans tous les groupes de revenus et qu'il n'existait aucune corrélation importante entre la caste et le ratio hommes-femmes, ce qui contredit les données de travaux antérieurs qui indiquaient que ces ratios étaient plus équilibrés dans les castes inférieures et chez les pauvres.

## La désaffection pour les filles

**Q**uelles sont les causes de cette tendance ? Les constatations de l'étude ont confirmé qu'elles sont liées à des normes qui font partie du tissu socioéconomique de l'Inde depuis des siècles. Dans ce pays, les garçons sont jugés

indispensables au bien-être de leur famille, car ce sont eux qui gagnent de l'argent, perpétuent la lignée et deviennent un jour le bâton de vieillesse de leurs parents. Par contre, avoir une fille, c'est essayer une « double perte », car non seulement elle quitte sa famille quand elle se marie, devenant une « ressource » pour sa belle-famille, mais en plus son mariage occasionne des dépenses, dont la dot à verser à la famille du futur marié.

Les résidants des emplacements aussi bien ruraux qu'urbains du district de Morena, dans l'État du Madhya Pradesh, étaient tout à fait d'accord avec un répondant qui affirmait que, dès qu'une fille vient au monde, la préoccupation première de sa famille est d'amasser de l'argent et des objets de valeur en prévision de son mariage. Aujourd'hui, le paiement d'une dot est une pratique en vigueur dans la plupart des castes, sauf dans certains groupes tribaux. Selon une mère dhobi (caste inférieure), la dot, c'est un peu comme une punition : on la verse pour la sécurité et la prospérité de sa fille, mais, en fait, c'est le destin qui décidera si sa vie sera heureuse ou non. Cette femme et d'autres personnes ont également mentionné que, même si les parents s'inquiétaient au sujet de la sécurité et du bonheur de leurs filles après le mariage, ils s'opposeraient à ce qu'elles reviennent chez eux en cas d'échec de leur union.

La belle-famille, elle, ne voit pas d'un bon œil que la nouvelle épouse continue de travailler : le rôle de la bru est de permettre à sa belle-mère de se reposer un peu. Si la bru travaille à l'extérieur de la maison, c'est la belle-mère qui doit effectuer ses tâches à sa place. Selon le rapport, la contribution des femmes qui travaillent – aux champs ou dans une entreprise familiale – n'est, bien souvent, ni comptabilisée ni reconnue.

## Planifier la naissance de fils

**D**e nouvelles tendances, comme la limite de deux enfants par famille, prônée par le gouvernement de l'Inde, et l'importance accrue accordée à l'éducation, influencent les décisions. Or, même si, selon l'étude, la famille restreinte est acceptée dans l'Himachal Pradesh, le Pendjab et l'Haryana, la planification familiale sert en fait à « planifier la naissance de fils ».

En général, les gens préfèrent avoir des belles-filles instruites, mais, d'après les chercheuses, cette préférence tient à leur volonté d'assurer le bien-être de la famille que fondera le couple – les enfants recevront des conseils et une orientation appropriés si leur mère est instruite –, et l'intérêt pour l'éducation semble être davantage stimulé par les possibilités de mariage que par les perspectives d'emploi. Des parents ont dit espérer qu'un meilleur niveau d'instruction assure à leurs filles un emploi de bureau stable et à temps plein

en attendant le mariage – ainsi qu’un meilleur choix de prétendants. Les filles sont encouragées à étudier le plus longtemps possible, poursuivent les chercheuses, mais dès qu’on leur trouve un « bon parti », elles se marient sans avoir mené à terme leurs études.

Depuis les années 1980, la facilité d’accès, partout en Inde, à des techniques comme l’amniocentèse et l’échographie permet aux parents de déterminer, en ayant recours à l’avortement, la taille de leur famille et le sexe de leurs enfants.

### Le choix du sexe du bébé

**D**e nombreuses femmes interrogées ont dit aux chercheuses qu’elles avaient subi non pas un, mais trois ou quatre avortements – et même plus – parce qu’elles étaient, dans chaque cas, enceintes d’une fille. L’avortement est la méthode par excellence de planification familiale, affirment les auteures du rapport. Elle permet de limiter la taille de la famille, d’espacer les grossesses et de choisir le sexe des enfants. Même si l’avortement sélectif est illégal en Inde, cette pratique fait rarement l’objet de poursuites. Les femmes qui connaissent le mieux la position officielle à cet égard – celles de la classe moyenne urbaine – ont nié, en général, y avoir eu recours. Or, l’urgence d’avoir un fils se manifeste d’une manière plus évidente et plus fréquente en milieu urbain qu’en milieu rural, ajoutent les chercheuses.

Ces dernières ont aussi constaté que des personnes de la génération plus âgée qualifiaient les enfants de dons de la nature ou du ciel et considéraient l’élimination d’un seul d’entre eux comme un péché. Il y a des femmes en âge de procréer qui partagent ce point de vue et qui s’opposent à l’avortement, mais les statistiques révèlent qu’elles n’ont pas gain de cause. Les répondants ont parlé de disputes entre conjoints concernant la naissance d’une fille. Et des femmes ont dit éprouver beaucoup de ressentiment à la suite de leurs avortements et être attristées par la perte de ces filles, ou garçons (par erreur), à qui elles n’ont pas donné le jour.

*Les changements ayant trait au travail, à l’éducation, à l’âge légal du mariage et aux coûts associés au mariage contribuent plus que jamais à la désaffection des parents à l’égard des filles. Plusieurs facteurs sont en cause : investissement accru que nécessitent l’éducation et le mariage des filles, perte du soutien matériel et physique qu’entraîne le départ des filles, crainte pour la sécurité des filles, notamment sur le plan sexuel, et soucis liés au besoin de s’assurer que les filles feront un jour un mariage heureux.*

La négligence à l’égard des filles, qu’elle soit planifiée ou non, contribue aussi à la diminution de leur nombre. Si les chercheuses ont constaté que

le niveau de discrimination variait d’un endroit à l’autre, elles ont également réuni nombre de preuves indiquant que les filles sont moins bien traitées que les garçons sur les plans alimentaire, médical, scolaire et affectif et qu’elles sont largement sous-vaccinées, en général. Il est difficile de savoir qui néglige de les nourrir et de les soigner, estiment-elles, mais il est clair qu’elles sont victimes de discrimination.

### Les causes de la mortalité infantile

**L**a recherche a révélé un taux de mortalité plus élevé chez les filles âgées de un mois à un an, surtout par suite de maladies gastro-intestinales, de pneumonies et de causes « diverses ».

Les chercheuses indiquent que la fièvre est la principale cause de mortalité, sauf chez les garçons de ce groupe d’âge vivant en milieu urbain; le taux de mortalité attribuable à la fièvre est de 40 % tant chez les garçons de milieu rural que chez les filles des milieux rural et urbain. La réponse « Je ne sais pas » a souvent été donnée à la question portant sur la cause du décès, et ce, pour tous les groupes d’enfants, surtout pour les filles vivant en milieu urbain mais pas pour les garçons de ce même milieu. Les données révèlent qu’en ville, les garçons de moins de un mois sont amenés plus souvent chez le médecin que les filles et plus souvent aussi que les nouveau-nés des zones rurales.

Selon les données recueillies au Rajasthan, les maladies infectieuses sont également des causes fréquentes de décès. Et les accidents et les mortinaissances viennent accroître le taux de mortalité. Cela incite les chercheuses à croire qu’il faut tenir compte de la possibilité que la survie des filles puisse être menacée par des causes non seulement biologiques, mais aussi sociales.

### Une méthodologie propice au changement

La méthodologie de recherche utilisée pour ce projet quadriennal allait au-delà de la simple collecte de données. L’un des objectifs visés était de comprendre comment la classe sociale, la caste, la collectivité, la nature de l’emploi, l’état matrimonial, l’âge et le type de ménage contribuaient au déséquilibre du ratio hommes-femmes en Inde. Le second objectif était de concevoir une méthodologie viable comportant un ensemble de techniques quantitatives et qualitatives. Aidés par une équipe consultative interdisciplinaire dont les membres étaient rattachés à l’Université de Delhi, à l’Indian Institute of Technology et à l’Université Jawaharlal Nehru, les chercheurs et les chercheuses ont mené une enquête auprès des ménages des villages et quartiers retenus dans les cinq États. La recherche a reposé sur une méthodologie féministe, et une étude de terrain qualitative a été exécutée dans les districts choisis. Le choix des études de cas a été fait en fonction de l’hétérogénéité de la caste, de la classe et de la collectivité. Lors de la phase ethnographique, les chercheurs et les chercheuses ont privilégié l’observation participante. Ils et elles ont vécu plusieurs mois au sein de familles des endroits étudiés.



CRDI : Jason Taylor

## Les conséquences observées

**S**elon l'étude, plusieurs États connaissent aujourd'hui une pénurie de femmes à marier et, dans certains d'entre eux, dont l'Haryana et le Pendjab, 20 % des hommes au moins risquent de rester célibataires. On a d'ailleurs répertorié des cas d'épouses « importées » des États plus pauvres de l'est du pays.

On a aussi observé une tendance à se marier plus tard, surtout dans les villes, peut-être en raison de l'importance accordée à l'éducation. En milieu urbain dans le district de Morena, au Madhya Pradesh, un répondant a précisé que l'âge moyen au mariage était désormais de 20 ans chez les garçons et de 17 ou 18 ans chez les filles, alors qu'avant, il était de 14 ans chez les deux sexes. Cela a amené les chercheuses à se demander si la hausse de l'âge au mariage pouvait être attribuable au fait qu'il est plus difficile de trouver la femme qui convient dans un contexte où des facteurs comme l'instruction, la capacité de gagner sa vie et la dot à verser font monter les enjeux pour ceux qui veulent former un couple idéal.

D'autre part, les chercheuses indiquent que le célibat des femmes est perçu comme une « aberration totale ». Tous les répondants ont fait, à ce sujet, des remarques semblables : même la personne la plus riche du monde, disent-ils, ne peut assumer le fardeau financier qu'impose une fille célibataire. La nécessité de protéger la chasteté des filles est aussi considérée comme une lourde responsabilité parentale et un argument en faveur des mariages précoces.

Certaines des normes sociales, culturelles et économiques qui régissaient auparavant le choix des conjointes dans la société indienne évoluent, pour le meilleur ou pour le pire. Dans plusieurs régions, les mariages entre personnes de castes différentes, ou avec des filles de groupes tribaux, et la polyandrie sont aujourd'hui plus courants. On a aussi fait état de l'achat d'épouses et du remariage forcé de veuves. Certains croient que la difficulté à

trouver des partenaires de sexe féminin pourrait provoquer, dans un avenir rapproché, une montée des tensions sociales et même une hausse des crimes contre les femmes. D'autres se demandent au contraire si la pénurie de femmes n'aura pas plutôt pour effet de réduire la violence à leur endroit ou de faire diminuer les dots.

Les chercheuses signalent que le déséquilibre numérique croissant entre hommes et femmes confirme la persistance des inégalités entre les sexes, ajoutant que la rareté des femmes est révélatrice du peu de valeur qu'elles ont.

## Les solutions proposées

**L**es chercheuses proposent des solutions à court et à long terme pour enrayer le déclin du nombre de femmes. À long terme, elles recommandent de faire en sorte que les femmes aient les mêmes droits que les hommes, dont le droit à la propriété et l'égalité d'accès à l'alimentation, aux services de santé, à l'éducation et à l'affection, et aussi de régler les problèmes liés à la dot et à la nécessité de se marier. À court terme, elles suggèrent d'adopter des mesures pour promouvoir l'instruction des filles et leur fournir une aide financière, d'éduquer les professionnels de la santé et d'abolir les initiatives favorisant la stérilisation.

En juillet 2007, Renuka Chowdhury, ministre d'État à la Condition féminine et au Développement de l'enfant, a proposé que toutes les femmes enceintes s'inscrivent auprès du gouvernement et soient tenues d'obtenir son autorisation pour se faire avorter, en vue de mettre fin à l'élimination de foetus féminins non désirés. Toutefois, les critiques ont dit craindre que cette mesure ne produise l'effet contraire et qu'elle ne soit mal utilisée.

Selon les chercheuses,

*il ne suffira pas de combattre la préférence pour les fils. Il faudra s'attaquer de front à l'aversion pour les filles en adoptant des mesures qui les appuient et leur confèrent une plus grande valeur économique, en améliorant leurs perspectives d'emploi et en reconnaissant que la santé et l'instruction des femmes sont à privilégier en général, et non pas dans la seule optique de leur rôle de mère.*

Les rapports des cinq États serviront à orienter les interventions locales d'ActionAid India et d'autres organismes communautaires et groupes de femmes.

## POUR EN SAVOIR PLUS

### DROITS DES FEMMES ET PARTICIPATION CITOYENNE

Centre de recherches pour  
le développement international  
CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9  
Tél. : 613-236-6163 Téléc. : 613-567-7748  
Courriel : wrc@idrc.ca